



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse N°YY/XX  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
11 juin 2019

Fonds monétaire international  
Washington, D.C. 20431 USA

### **Les services du FMI achèvent la mission de revue du programme à Madagascar**

Les communiqués de presse publiés en fin de mission par les services du FMI incluent des déclarations qui expriment leurs observations préliminaires au terme d'une mission dans un pays. Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration. Sur la base des observations préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera soumis à l'examen et à la décision du Conseil d'administration du FMI.

- Les services du FMI ont achevé la mission de la cinquième revue du programme de réformes économiques de Madagascar soutenu par la Facilité Elargie de Crédit.
- La croissance économique devrait à nouveau être supérieure à 5 pour cent cette année, reflétant des dépenses d'investissement public plus élevées et une intensification de l'activité du secteur privé.
- Les projets des autorités pour augmenter les investissements publics et les dépenses sociales dépendent de manière critique d'un effort continu visant à augmenter les recettes et à réduire les dépenses de moindre priorité, en particulier les subventions dans les secteurs du carburant et de l'électricité.

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Charalambos Tsangarides, le Chef de mission pour Madagascar, s'est rendue à Antananarivo du 29 mai au 11 juin 2019. L'équipe a tenu des discussions avec les autorités dans le cadre de la cinquième revue du programme de réformes économiques de Madagascar soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI.<sup>1</sup>

Au terme de cette visite, M. Tsangarides a fait la déclaration suivante :

« Les discussions ont fait d'importants progrès et se poursuivent en vue de présenter la revue au Conseil d'administration du FMI dans les semaines à venir.

« Les conditions économiques continuent à s'améliorer, et les perspectives macroéconomiques restent favorables. En 2018, la croissance a atteint 5,2 pour cent, tirée par un rebond de la production agricole et de l'investissement. Malgré des prix pétroliers à la hausse, le compte courant a enregistré un surplus dû aux fortes exportations de vanille et de produits miniers. Après avoir culminé fin 2017, l'inflation a connu une décélération régulière jusqu'à 6,1 pour cent fin 2018. Pour 2019, les perspectives économiques restent positives, avec une croissance devant se stabiliser au-dessus de 5 pour cent, soutenue par l'investissement, les exportations, des améliorations dans le secteur de l'énergie, et le bâtiment.

« La mise en œuvre du programme soutenu par la FEC est restée satisfaisante jusqu'à fin 2018 et devrait rester sur la bonne voie en 2019. Les autorités ont respecté tous les critères de performance pour la fin de 2018, malgré un manque à gagner dans la collecte des recettes intérieures. Cependant, l'objectif indicatif relatif aux dépenses sociales prioritaires sur financement intérieur a été manqué. La Banque centrale a accumulé avec succès un niveau record de réserves de change. Les autorités ont bien progressé dans l'agenda de réformes structurelles, bien qu'à un rythme plus lent que prévu. Cependant, des retards dans l'ajustement des prix des carburants à la pompe dans un contexte de prix pétroliers mondiaux élevés ont entraîné une augmentation des passifs envers les distributeurs, susceptible de peser négativement sur le budget.

« Les services du FMI ont favorablement salué l'engagement des autorités, dans le cadre de la Politique Générale de l'Etat, pour accélérer les réformes économiques, améliorer la gouvernance, et intensifier la lutte contre la pauvreté, y compris par le biais du programme soutenu par la FEC. Répondre à ces priorités passera nécessairement par l'amélioration de la collecte des recettes intérieures, y compris en revisitant les dépenses fiscales et les régimes d'exonération, ainsi qu'en contenant les dépenses publiques de moindre priorité, telles que les

---

<sup>1</sup>Le programme de Madagascar appuyé par la FEC a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI en juillet 2016. La FEC est un accord de prêt qui prévoit un engagement soutenu du programme à moyen et long terme en cas de problèmes de balance des paiements prolongés.

subventions dans les secteurs des carburants et de l'électricité. Alors que l'exécution budgétaire a été faible jusqu'à présent en 2019, la loi de finances rectificative récemment adoptée améliore la qualité des dépenses, avec plus d'espace budgétaire alloué aux dépenses en infrastructure, santé et éducation. Étant donné la détérioration limitée associée du solde budgétaire global, une stricte priorisation des projets d'investissement et le suivi de la viabilité de la dette seront essentiels pour soutenir la croissance économique.

« Les services du FMI recommandent la poursuite des discussions en cours entre les autorités et les opérateurs pour la mise en œuvre du plan sur la tarification des carburants ; l'établissement d'une nouvelle structure des prix des carburants est une étape essentielle avant de régler les passifs existants avec les distributeurs. Afin d'éviter la récurrence d'arriérés envers les distributeurs à l'avenir, les services du FMI ont encouragé les autorités à adopter un mécanisme de tarification qui aligne les prix à la pompe sur les coûts, reflétant les évolutions des prix mondiaux, en parallèle avec des mesures sociales ciblées pour protéger les plus vulnérables de l'impact d'éventuels ajustements futurs. Une amélioration de la situation financière de la JIRAMA pour assurer qu'elle ne pèse pas sur le budget nécessitera des efforts continus pour augmenter les recettes et améliorer la gouvernance, y compris par le biais d'une intensification de la lutte contre la fraude. Les services du FMI soutiennent aussi les mesures de réduction des dépenses pouvant découler de la renégociation en cours des contrats avec les fournisseurs d'électricité et de carburant.

« Les autorités et les services du FMI sont convenus de poursuivre l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires, y compris en intensifiant la lutte contre la corruption, un objectif clé du nouveau gouvernement et du programme appuyé par la FEC. À cet égard, l'adoption d'un projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites est devenue une priorité urgente pour compléter le cadre juridique visant à combattre la corruption. Les services du FMI ont aussi félicité les autorités pour les réformes structurelles mises en œuvre à la banque centrale pour renforcer le cadre de politique monétaire et stimuler le développement du secteur financier, ainsi qu'au Ministère de l'Économie et des Finances pour mieux gérer les risques budgétaires et renforcer les procédures de passation de marchés publics. »

« La mission a rencontré le Premier Ministre Christian Ntsay, le Ministre de l'Économie et des Finances Richard Randriamandrato, le Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures Vonjy Andriamanga, le Gouverneur de la Banky Foiben'i Madagasikara Alain Rasolofondraibe, d'autres hauts responsables de l'État, ainsi que des partenaires au développement. »

« La mission remercie les autorités pour leur étroite coopération et des discussions constructives. »